

Difficultés d'une démocratisation

Autor(en): **G.O.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **54 (1962)**

Heft 3

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-385233>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Difficultés d'une démocratisation

Sous ce titre, le *Républicain*, organe indépendant d'Estavayer-le-Lac, consacre l'intéressante étude suivante à l'ouvrage édité par l'Union syndicale suisse: *Les Facteurs sociaux de la Carrière scolaire*, de Jean-Claude Eberhard:

La démocratisation de l'enseignement est un sujet dont on discute beaucoup depuis bien des années. Des organisations professionnelles et syndicales, des partis politiques ont multiplié les postulats en vue de permettre l'accès aux études secondaires et supérieures des jeunes gens de condition modeste. Des enquêtes ont été faites par les milieux universitaires pour déterminer l'origine sociale des étudiants. Il en résulte que la portion issue des classes paysanne et ouvrière est minime. Il est vrai que là où des mesures ont déjà été prises pour faciliter les études, une amélioration, encore bien modeste, a été constatée au cours de ces dernières années. La nécessité d'une démocratisation n'est donc contestée par personne. Aussi bien à droite qu'à gauche, on reconnaît qu'il est urgent de tout mettre en œuvre pour élargir et former les cadres indispensables au pays pour tenir son rang dans l'évolution actuelle de l'économie et de la technique. En février 1961, M. Olivier Reverdin, directeur du très libéral *Journal de Genève* et membre influent du Conseil national, écrivait: « Nous dépensons des fortunes pour nos installations militaires, pour nos palais administratifs, pour nos remboursements fonciers, pour « placer » nos excédents laitiers; mais nous laissons en friche ce que nous avons de plus précieux: le talent de jeunes gens nés de parents aux ressources modestes... Les milliards des autoroutes n'ont de sens que si, pour faire contrepoids, il y a aussi des milliards pour la formation intellectuelle, professionnelle, morale des élites et des cadres... » « On ne saurait par ailleurs contester, écrivait-il un mois plus tard, que l'accès aux études de tous les jeunes gens capables ne soit un investissement national... Accepter que des jeunes doués en soient réduits, pour des raisons matérielles, à renoncer aux études, c'est tolérer que se perpétuent de douloureuses injustices sociales.

La plupart des propositions faites jusqu'ici dans ce domaine visent la gratuité de l'enseignement secondaire ou des fournitures scolaires et l'extension du régime des bourses. La première de ces mesures est déjà appliquée dans quelques cantons. Elle a suscité des réserves de la part de gens préoccupés de maintenir le niveau des études du degré moyen. Les réformes même partielles exigent que tous les problèmes de l'enseignement soient repensés pour éviter un nivellement par le bas causé par un afflux d'élèves dans des établissements déjà encombrés. Elles impliquent également une refonte des programmes et une formation plus poussée du personnel enseignant, appelé à assumer des tâches plus difficiles et à faire face à une cons-

tante adaptation des matières aux besoins de la société en perpétuelle transformation.

Cette démocratisation pose en réalité des problèmes d'une grande complexité. Une étude fort intéressante d'un jeune syndicaliste lausannois, M. Jean-Claude Eberhard, vient de les mettre en lumière. Elle a été publiée, il y a quelques semaines, par les soins de l'Union syndicale suisse, à Berne, sous le titre: *Les Facteurs sociaux de la Carrière scolaire*. Il est significatif que l'excellente revue catholique romande *Choisir* – qui compte parmi ses collaborateurs d'éminentes personnalités suisses et étrangères – n'ait pas hésité à consacrer une de ses chroniques de janvier à cette publication syndicale. L'auteur démontre l'influence profonde du niveau social sur les capacités de l'enfant ou, si l'on préfère, la liaison étroite existant entre le niveau social et la réussite scolaire. Il passe en revue les sources d'influence qui favorisent le déroulement de la carrière ou lui font obstacle et analyse les multiples composantes du milieu social les englobant. Les principales sont la hiérarchie des catégories sociales, le niveau économique déterminé par le revenu familial et les charges de la famille, la dimension de la famille – qui est, en général, inversement proportionnelle au niveau social – la densité d'habitation définie par le rapport du nombre de personnes au nombre de pièces, le climat affectif de la famille (si souvent troublé par les inquiétudes pécuniaires, la mésentente entre parents, les soucis professionnels du père ou une grave et longue maladie de l'un ou l'autre des parents), le temps dont disposent les parents pour s'occuper des enfants, leur niveau d'instruction et leur quotient intellectuel, les possibilités d'expérience des enfants (activités extrascolaires, voyages, spectacles, jeux, lectures). On voit d'emblée que l'harmonie familiale joue un grand rôle dans les conditions d'épanouissement des enfants et que la dissociation de la famille est un des plus graves obstacles à la réussite de la carrière scolaire.

L'auteur montre que le coût des études (comprenant les gratuités mentionnées plus haut) n'est qu'un des éléments du niveau économique qui conditionne la carrière scolaire. Il ne suffit donc pas d'éliminer cet obstacle pour la favoriser pleinement. Parmi les solutions préconisées, mentionnons l'institution du présalaire, qui implique une organisation très poussée de l'orientation scolaire et professionnelle. Vient ensuite l'institution, en faveur des familles dont les enfants sont aux études, d'un certain nombre de services gratuits. La nécessité de créer un esprit social dans toutes les couches de la population, indépendamment de toute idéologie, s'imposera enfin pour que « chacun soit en mesure d'accepter sa position de rouage de la société, dans les meilleures conditions de rendement physique et moral, à sa juste place dans son propre intérêt et dans celui de la collectivité ».

G. O.